



## Calendrier

49e Session de la Commission de l'ONU sur les femmes (Beijing +10) - New York	28 février-11 mars
Journée internationale de la femme	8 mars
Lancement de la campagne EPT	
Comité consultatif TUAC/OCDE sur l'éducation - Paris	8-9 mars
Conférence sur l'emploi du G8 - Londres	10 mars
Bureau paneuropéen IE/CSEE - Bruxelles	14 mars
Commission des droits humains de l'ONU - Genève	14 mars - 22 avril
Groupe de travail des Global Unions sur le commerce et les normes internationales de travail - Genève	11-13 avril
25e Bureau exécutif de l'IE - Bruxelles	12-14 avril
Semaine mondiale d'action pour l'éducation	25-30 avril
Bureau IE/CSEE - Bruxelles	28 avril
Forum OCDE 2005 - Paris	2-3 mai
114e réunion plénière du TUAC - Paris	2 mai
Comité des femmes de la CISL - Bruxelles	11-13 mai
4e session du forum permanent des questions autochtones - New York	16-27 mai
Groupe de travail TUAC sur l'éducation, la formation et l'emploi - Paris	24-25 mai
93e conférence de l'OIT - Genève	31 mai-16 juin
Conférence des FSI - réunion intérimaire - Genève	9 juin
Bureau IE/CSEE - Bruxelles	13 juin
Comité paneuropéen IE/Bureau exécutif du CSEE - Bruxelles	13-14 juin

## L'IE mobilise pour la campagne Education Pour Tous 2005

2005 constitue la première échéance des Objectifs de développement du millénaire concernant l'éducation. A cette occasion, l'IE et ses partenaires de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) ont décidé de lancer une campagne majeure.

Pour 2005, les 180 Etats signataires du cadre d'action de Dakar en faveur de l'Education Pour Tous s'engageaient à "éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 (...) en veillant notamment à assurer aux filles l'accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité et la poursuite jusqu'à son terme de cette éducation". A l'occasion de la **Journée mondiale des femmes**, le 8 mars, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) lancera un rapport montrant que la plupart des pays ont échoué à atteindre cet objectif.

En avril, la **Semaine mondiale d'action du 24 au 30 avril** sur le thème "Eduquer pour mettre fin à la pauvreté" coïncidera avec les réunions de printemps de la Banque mondiale. La CME incitera la Banque mondiale à élargir les facilités aux pays qui ne sont pas encore couverts par l'initiative de financement accéléré en faveur de l'EPT.

Le 1er juillet, l'IE et ses organisations membres se joindront à l'**Appel pour une action mondiale contre la pauvreté**, également appelée Journée du brassard blanc (**White Band Day**) car tous les participants de l'action sont invités à arborer un brassard blanc. Les 6-8 juillet, la campagne demandera aux gouvernements réunis en Ecosse pour le G8 de convertir les dettes extérieures des pays en développement en fonds pour l'éducation.

Une première évaluation des Objectifs de développement du millénaire sera organisée lors du **sommet de l'ONU** à New York (14-16 septembre 2005). Le **10 septembre**, une deuxième journée "brassard blanc" est planifiée.

La **Journée mondiale des enseignants** le 5 octobre sera également reliée à la campagne EPT sur le thème "Des enseignants de qualité pour une éducation de qualité". La campagne EPT prendra fin en novembre avec la **réunion annuelle de haut niveau de l'EPT**.

L'IE représente la société civile dans cette réunion chargée de superviser la mise en œuvre de l'Education Pour Tous.

L'IE et la CME invitent tous les enseignants, syndicalistes et militants à se mobiliser pour montrer qu'une éducation publique gratuite de qualité libre est la clé pour construire un monde plus juste, plus pacifique, plus démocratique et plus prospère.

## Glossaire

- AGCS** Accord général sur le commerce des services
- CISL** Confédération internationale des syndicats libres
- CME** Campagne mondiale pour l'éducation
- CSEE** Comité syndical européen de l'éducation
- CSW** Commission de l'ONU sur les femmes
- CUT** Caribbean Union of Teachers
- EPT** Education Pour Tous
- FSI** Fédérations syndicales internationales
- FTI** Initiative de financement accéléré (Fast Track Initiative)
- IE** Internationale de l'Education
- ISP** Internationale des services publics
- JME** Journée mondiale des enseignants
- OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques
- ODM** Objectifs de développement du millénaire
- OIT** Organisation internationale du travail
- OMC** Organisation mondiale du commerce
- ONG** Organisation non-gouvernementale
- ONU** Organisation des Nations Unies
- PAM** Programme alimentaire mondial
- SIDA** Syndrome d'immuno-déficience acquise
- SMA** Semaine mondiale d'action
- TUAC** Comité consultatif auprès de l'OCDE
- UNESCO** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- VIH** Virus d'immuno-déficience humaine

**Adresse:**  
Internationale de l'Education  
5, bd du Roi Albert II  
1210 Bruxelles, Belgique  
Tél.: +32 2 224 06 11  
Fax: +32 2 224 06 06  
headoffice@ei-ie.org  
www.ei-ie.org

**Editeur responsable:**  
Fred van Leeuwen,  
Secrétaire général  
**Rédaction:**  
Dominique Marlet



L'Internationale de l'Education est une organisation syndicale mondiale de personnels de l'éducation, dont les 29 millions de membres représentent tous les secteurs de l'éducation, du pré-scolaire à l'universitaire, par le biais de ses 343 organisations dans 165 pays et territoires.

Beijing +10 Campaign → page 13

# MONDES DE L'EDUCATION



## Internationale de l'Education



Beaucoup d'organisations membres de l'IE ont généreusement contribué au programme Tsunami de l'IE. Plus de 280.000 Euros ont été transférés sur le fonds de solidarité de l'IE. 20.000 Euros ont été distribués directement aux enseignants pendant la mission de l'IE à Aceh et au Sri Lanka. Le reste des sommes récoltées sera affecté à l'initiative plus large de reconstruction des écoles et de reprise du processus éducatif dans les régions frappées par le Tsunami. Voir pages 2-3

PROGRAMME TSUNAMI DE L'IE	2-3
EDUCATION POUR TOUS	4-5
ACTIVITÉS DE L'IE	6-7
DROITS DES PERSONNELS	8-9
ACTUALITÉS DES AFFILIÉS	10-11
PRIVATISATION AU CHILI	12
CAMPAGNE BEIJING+10	13
PUBLICATIONS	14
UN JOUR DANS LA VIE DE	15

## Semaine mondiale d'action 2005 et au-delà

Les enseignants partout dans le monde organisent des activités pour la Semaine mondiale d'action du 24 au 30 avril 2005! Dans beaucoup de pays, les syndicats membres de l'IE prennent la tête des coalitions nationales. C'est notamment le cas au Brésil, au Japon, en Argentine, au Malawi, en Allemagne, en Haïti, au Canada ou au Pakistan.

A travers le monde, des découpages grandeur nature en carton symboliseront les millions d'enfants et adultes privés d'éducation. Ces découpages seront envoyés aux décideurs ou utilisés pour les "Manifestations d'engagement national". Ces manifestations –marches, rassemblements, auditions au Parlement– doivent inciter les chefs d'Etat et de gouvernement à engager leur pays à mettre concrètement en œuvre l'objectif d'Education Pour Tous en 2005.

La Semaine mondiale d'action est un des éléments de la grande campagne EPT de l'IE. En 2005, la principale activité de la SMA sera l'opération "Envoyez mon ami à l'école". (voir en page 16).

# RECONSTRUIRE DES ÉCOLES POUR RANIMER L'ESPOIR

**En janvier, le secrétaire général de l'IE a mené une mission syndicale internationale des Global Unions à Aceh (Indonésie) et au Sri Lanka pour y rencontrer des organisations syndicales et évaluer leurs besoins. Les victimes ont évidemment besoin d'aide humanitaire immédiate mais aussi d'appui pour assurer que les syndicats participent pleinement au processus de reconstruction.**

Bouleversés par la destruction "sans précédent et inimaginable", les membres de la mission (voir encadré) ont témoigné de "la détresse humaine colossale" observée sur le terrain, et ont été touchés par "la proportion effroyable d'enfants parmi les victimes".

## Les pauvres paient le prix fort

"Les enfants ont été les plus touchés par le Tsunami. 70.000 n'ont pas survécu au cataclysme; peut-être le double d'enfants ont perdu au moins un parent; des centaines de milliers d'enfants déplacés sont traumatisés", témoigne Fred van Leeuwen.

Les pauvres paient le prix fort. Leurs maisons ont été les premières à être emportées par les flots. Les pêcheries, l'agri-

culture côtière, le commerce et l'économie informelle s'étant écroulés, ils ont également perdu leurs principales sources de revenus. Ces personnes, les plus vulnérables et les plus pauvres, seront également les cibles prioritaires des programmes syndicaux de solidarité.

En Indonésie, tout comme au Sri Lanka, les besoins urgents en nourriture, en hygiène et en abris ont été plus ou moins bien satisfaits. Les programmes de réhabilitation et de reconstruction dépendront certes de la disponibilité des fonds engagés par la communauté internationale. Mais le succès de leur mise en œuvre dépendra de la capacité et de la volonté des autorités nationales de dépenser ces fonds avec pertinence et de permettre à la société civile de participer.

En Indonésie, la plupart des dégâts se situent dans la province d'Aceh. Plus de 220.000 personnes sont mortes, et un demi million de survivants ont perdu leur emploi, essentiellement dans l'agriculture et la pêche, mais aussi dans le secteur de l'éducation et d'autres services publics puisque les bâtiments ont été détruits. Plus de 400.000 personnes ont trouvé refuge dans 52 camps de réfugiés provisoires. Plus de 4.000 réfugiés vivaient dans le camp de réfugiés TVRI visité par la mission des Global Unions.

Fred van Leeuwen a rencontré dans ce camp Ibu Hajah Arjumainar, une enseignante de 46 ans, dont le mari et les

quatre enfants ont disparu. Elle passe ses journées à chercher sa famille et ses nuits au camp, sans trouver le sommeil, en priant Allah qu'ils reviennent sains et saufs.

Des milliers de personnes comme elle ont perdu leurs proches. Banda Aceh, capitale de la province, avait une population de 223.629 personnes,

**Des organisations affiliées en Inde, au Kenya, en Malaisie, aux Maldives, en Tanzanie et en Thaïlande bénéficieront également du programme d'assistance de la mission syndicale internationale concernant l'assistance sont également applicables à ces pays. L'Indonésie et le Sri Lanka ont été sélectionnés pour la mission car ils ont été les plus gravement touchés.**

dont plus de 80.000 sont mortes ou portées disparues. Au cours de la mission, on retrouvait encore des corps dans les montagnes de débris et les mares d'eau stagnante. Les maisons, écoles et autres bâtiments avaient été emportés. Toute la zone puait la mort et la désolation. Les victimes locales d'Aceh étant brûlées dans des fosses communes.

## Contribuer à reconstruire les maisons des enseignants et les écoles

Le syndicat d'Aceh membre de l'Association des enseignants de la République d'Indonésie (PGRI), affiliée à l'IE, compte 50.592 membres. Le département de l'éducation de la province a rapporté que 1532 enseignants ont été tués ou sont portés disparus. Ce chiffre fait référence à 10 des 13 zones fortement touchées. Plus de 750 bâtiments scolaires ont également été détruits. L'équipe de la mission a fourni sur-le-champ une assistance finan-

cière aux enseignants et enseignantes dans les camps de réfugiés, et le syndicat indonésien PGRI a collecté des fonds auprès de ses membres dans tout le pays pour aider à la reconstruction de maisons et d'écoles.

Une assistance est également nécessaire pour aider les enseignants et les enfants trou-

matés. De nombreux enseignants sont trop choqués pour reprendre le travail, et le gouvernement fédéral a envoyé par avion des enseignants stagiaires dans les camps de réfugiés. L'UNICEF a fourni du matériel scolaire.

## Danger d'exploitation au Sri Lanka

Au Sri Lanka, la mission des Global Unions a entendu parler de plusieurs cas d'abus, en particulier de trafic d'enfants: des enfants à la recherche de leurs parents auraient été kidnappés et vendus à l'étranger. Des autorités violent le droit à la propriété des victimes en niant l'existence de leur maison ou établissement avant le Tsunami ou en les forçant à déménager. Un autre type d'abus est la hausse artificielle des prix de produits locaux, tels que les aliments et les vêtements.

Le Tsunami a détruit de nombreux bâtiments le long de la

## Les objectifs post-Tsunami:

**1.** Les Global Unions soutiendront les programmes de formation professionnelle. Il est important de redonner vie aux économies locales et que les gens deviennent autonomes. Le programme aidera les gens dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'économie informelle à s'organiser.

**2.** Le retour à l'école facilitera un retour à une vie normale et donnera plus de chances aux enfants de surmonter leurs traumatismes. De plus, les écoles sont le meilleur moyen de protéger les enfants contre l'exploitation par le travail et les "actes de bienveillance" de certaines organisations ou individus étrangers, tels l'adoption. Certains prétendent également "soutenir psychologiquement" les enfants

alors qu'ils font en réalité preuve de prosélytisme. Les Global Unions participeront à cet objectif en contribuant à reconstruire ou réparer des écoles et fournir de l'infrastructure et du matériel scolaires, en soutenant des programmes de bourses pour les orphelins et en finançant des cours accélérés de soutien psychologique pour les enseignants locaux.

**3.** La reconstruction ou la réparation des logements des travailleurs et des bureaux syndicaux doit commencer immédiatement, ce qui générera des activités économiques, créera des possibilités d'emplois et donnera confiance en un avenir commun. Les Global Unions et leurs membres pourraient contribuer à cet objectif en finançant des programmes de logements et la création de coopératives.

**4.** Les syndicats doivent contribuer à assurer une distribution équitable de l'aide et lutter contre l'exploitation et les violations des droits humains et syndicaux. Les syndicats nationaux et locaux devraient être représentés au sein des organes créés par les autorités pour coordonner les programmes de réhabilitation. L'IE a fourni une aide financière immédiate aux familles des enseignants syndiqués décédés, ainsi qu'aux militants qui ont perdu leurs biens.

**VOUS POUVEZ ENVOYER VOS DON À:**  
FONDS DE SOLIDARITÉ IE / PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX VICTIMES DU TSUNAMI  
COMPTE 310-100-6170-75B  
BANQUE: ING BELGIUM  
CODE IBAN: BE05 3101 0061 7075  
CODE SWIFT: BB RUBE BB 100

côte sud-est de l'île. Lors de la mission, les activités normales des fonds pour la reconstruction des écoles. 170 écoles sont

**Plus de 2.000 enseignants ont été tués par le Tsunami à Banda Aceh (Indonésie) et plus de 750 écoles ont été détruites. Les besoins de la communauté éducative sont immenses.**

## La mission syndicale mondiale

reprenaient dans les infrastructures scolaires dans les zones non détruites, dont certaines ont servi de camps de réfugiés. Le gouvernement sri lankais a déclaré avoir prévu hors d'usage, dont 72 qui ont été complètement détruites. Aucune solution n'a encore été trouvée pour les milliers d'orphelins. Il a été suggéré que des fonds soient créés pour

**16-25 janvier 2005**

La mission des Global Unions a été menée par Fred van Leeuwen, secrétaire général de l'IE et Président de la Conférence générale des Fédérations syndicales internationales. Y ont également participé Aloysius Mathews, Coordinateur régional principal de l'IE en Asie Pacifique, Tom Hobart, vice-président de l'AFT, S.M. Rusli Yunus, vice-président du PGRI Aceh, Mamounata Cissé, secrétaire générale adjointe de la CISL, Noriyuki Suzuki, secrétaire général de la CISL-ORAP, ainsi que des représentants régionaux des fédérations syndicales internationales de la métallurgie, du transport et de la construction. Basée sur de nombreuses réunions avec des syndicalistes locaux et d'autres acteurs sociaux sur le terrain, la mission d'information a pu compléter les rapports déjà envoyés par des syndicats de la région dans le but d'établir des priorités.

fournir des bourses aux orphelins et pour aider les familles locales à les adopter.

Les enseignants locaux ont également besoin d'assistance psychologique, qui doit idéalement être fournie par des professionnels locaux. L'équipe des Global Unions a remarqué que des personnes étrangères et non compétentes, tels que des sectes religieuses ou des "touristes de catastrophes"

non formés, exploitaient la vulnérabilité psychologique des victimes à des fins de prosélytisme.

Les syndicats locaux ont également souligné la nécessité que le mouvement syndical international les aide à lutter contre l'érosion des droits des travailleurs et le danger d'une exploitation plus impitoyable à la fois des adultes et des enfants au travail.



Tom Hobart, vice-président de la Fédération américaine des enseignants AFT, et Fred van Leeuwen, secrétaire général de l'IE devant les débris d'une école secondaire à Aceh. Aucun des élèves et enseignants n'a survécu au Tsunami.

Les enfants ont été les plus touchés par le Tsunami. 70.000 n'ont pas survécu au cataclysme; peut-être le double d'enfants ont perdu au moins un parent; des centaines de milliers d'enfants déplacés sont traumatisés

## Sud Soudan: la marginalisation extrême

**La situation de l'éducation dans le Sud Soudan est catastrophique. Un enfant sur cinq seulement va à l'école. C'est le taux le plus faible dans le monde. Et seulement un élève sur cinquante termine l'école primaire. Pour les femmes c'est encore pire: neuf femmes sur dix sont analphabètes. Il n'y a qu'une poignée d'écoles secondaires et aucune université dans cette région.**



"Le Sud Soudan est l'une des régions les plus affectées au monde en ce qui concerne l'éducation. Une école sur deux ne dispose pas de bâtiment et les cours sont dispensés en plein air. La région était déjà marginalisée avant le début de la guerre en 1983 : trois-quarts des adultes sont illettrés", déplore Ben Parker, porte-parole de l'Unicef pour le Sud Soudan. Pour inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école, le Programme ali-

mentaire mondial (Pam) fournit de la nourriture à près de 100 000 élèves dans le Sud Soudan. "Si les enfants ne mangent pas de la journée, ils ne peuvent pas suivre les cours dans de bonnes conditions. La distribution de nourriture à l'école porte ses fruits depuis son lancement en 2001. C'est une économie pour les parents et la certitude que leurs enfants n'auront pas l'estomac vide pendant la journée", explique Tharcissius Nitta, porte-parole du Pam pour le Sud Soudan.

Un des principaux problèmes est la situation du corps enseignant. Les instituteurs ne sont pas formés, la plupart n'ont pas de diplôme. A travers le pays, seuls 7% des professeurs ont reçu une formation adéquate et beaucoup n'ont même pas terminé le cycle primaire. Et ils ne peuvent pas s'appuyer sur de bons manuels scolaires. "Il n'y a pas de manuel pour le Sud Soudan. Nous utilisons au hasard les livres que nous trouvons, du Kenya, d'Ouganda ou du nord du pays. Cela complique la tâche des ONG qui ne savent pas quoi nous acheter!", explique le directeur de l'école primaire Deng Nhial, du nom d'un chef rebelle du Sud mort au combat. Cette école est aujourd'hui tradi-

tionnelle, mais à sa création en 1999, elle était destinée aux enfants soldats démobilisés. De plus, la plupart des enseignants ne sont pas retribués: personne n'a les moyens de les

payer et beaucoup d'enseignants n'ont même pas de quoi nourrir leur famille. Sur les 830 élèves de l'école primaire Deng Nhial, seules 85 sont des filles. Et il n'y en a qu'une seule en dernière année primaire. Selon la moyenne nationale, une fille sur 100 termine l'école primaire. C'est le taux le plus faible dans le monde. La tradition des Dinka, l'ethnie majoritaire dans la région, est en cause selon Bul Jallad, l'un des instituteurs. "Pour nous les Dinka, les filles sont considérées comme des biens. La plupart des parents refusent de les envoyer à l'école: les filles doivent être échangées contre une dot, des vaches par exemple."

A l'autre bout du village, une école primaire pour filles a ouvert il y a deux ans. Sept cents jeunes filles originaires de Rumbek y sont scolarisées. Selon l'Unicef, le développement de l'éducation au Sud Soudan passe par la création de toutes petites écoles dans chaque village. Afin de remplir deux objectifs : d'une part rassurer les parents sur le sort des enfants qui n'auraient plus à parcourir des kilomètres à pieds pour se rendre à l'école. D'autre part, maintenir les jeunes gens à proximité de leurs familles afin qu'ils puissent continuer à participer aux travaux ménagers.

Depuis plus d'une décennie, les politiques nationales, sous pression des institutions financières internationales, assujettissent l'école aux lois du marché. Le nombre d'établissements publics ne cesse de céder le pas aux établissements privés ou communautaires. On assiste dès lors à une montée fulgurante et anarchique à chaque ouverture des classes, de ces nouveaux types d'école, qui sont tenues et dirigées par des opérateurs économiques n'ayant pas toujours la compétence et le profil requis. Leur présence dans l'enseignement élémentaire n'augure rien de bon et est contraire à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui proclame que toute personne a droit à l'éducation. Cette éduca-

tion doit être gratuite et obligatoire, au moins en ce qui concerne l'enseignement fondamental et élémentaire. Il faut rappeler que le Mali a signé cette déclaration et doit s'y conformer en principe. Le concept d'éducation comme service public est du seul ressort du pouvoir de la république. Il s'oppose dès lors au concept de service entre les mains du privé qui est fondé sur le profit du gain, du gain rapide. Les partenaires sociaux de l'école – les syndicats d'enseignants et enseignantes, les associations de parents d'élèves et les amis de l'école – doivent veiller à jouer leur rôle de contre-pouvoir pour infléchir la tendance par des actions en s'opposant aux politiques et propositions dictées par les partisans du néolibéralisme du nord. En tant que partenaires, nous devons nous assurer que les va-

## Education Pour Tous: un slogan creux au Mali?

par Ibrahima Diallo, Syndicat national de l'éducation et de la culture (SNEC)

**A**u Mali, l'intervention du secteur privé dans l'éducation et le recours massif à des enseignants contractuels à la charge des communautés tendent à ravalier l'éducation à une simple activité mercantile.

Leur présence dans l'enseignement élémentaire n'augure rien de bon et est contraire à l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui proclame que toute personne a droit à l'éducation. Cette édu-

tion doit être gratuite et obligatoire, au moins en ce qui concerne l'enseignement fondamental et élémentaire. Il faut rappeler que le Mali a signé cette déclaration et doit s'y conformer en principe. Le concept d'éducation comme service public est du seul ressort du pouvoir de la république. Il s'oppose dès lors au concept de service entre les mains du privé qui est fondé sur le profit du gain, du gain rapide.

Les partenaires sociaux de l'école – les syndicats d'enseignants et enseignantes, les associations de parents d'élèves et les amis de l'école – doivent veiller à jouer leur rôle de contre-pouvoir pour infléchir la tendance par des actions en s'opposant aux politiques et propositions dictées par les partisans du néolibéralisme du nord. En tant que partenaires, nous devons nous assurer que les va-

leurs et principes fondamentaux du développement de la culture et les objectifs de l'Education Pour Tous ne sont pas relégués aux seuls profits commerciaux.

Les enfants et adolescents formés ne sont pas des produits finis qu'on destine au marché de l'emploi. Ce sont des acteurs, des moteurs du développement social et économique du pays. Chacun doit être en mesure de jouer un rôle utile dans son domaine de compétence. Le développement de ces valeurs, qui sont des biens essentiels de notre patrimoine et non des biens marchands, s'acquiert dans nos écoles publiques. L'école publique est la seule qui est en mesure de mettre l'éducation à la disposition de tous les enfants du pays sans discrimination.

Relever ce défi, dans le contexte de la mondialisation, dépend, selon nous, du nombre et de la qualité de la formation des enseignants et enseignantes avec les ressources publiques de l'Etat.

41%

Au Burkina Faso, la gratuité des frais de scolarité a permis d'augmenter de 41% la fréquentation scolaire des filles. Du fait de la prise en charge par l'Etat pour toute élève fille inscrite pour la première année à partir de l'année scolaire 2003/2004, le nombre des petites filles inscrites en 1ère année est passé ainsi de 89 000 à 127 000, soit un taux de progression annuel de 41%.

Evaluation décennale de la mise en œuvre du Programme d'Action Beijing+10 par le Burkina Faso



## Nouvelles stratégies EPT en Asie du Sud

Un quart de la population mondiale vit en Asie du Sud, où près de deux enfants sur cinq ne vont pas à l'école, et un adulte sur deux est analphabète. Cette réalité alarmante a poussé le Cadre d'action de Dakar à inclure l'Asie du Sud dans les régions nécessitant une action prioritaire.

En réalité, les sept pays d'Asie du sud présentent des profils différents. Selon l'UNESCO, les Maldives et le Sri Lanka ont réalisé des avancées remarquables en éradiquant pratiquement l'analphabétisme et en obtenant une participation quasi-universelle des enfants à l'éducation primaire. Plusieurs autres pays ont également réalisé des progrès considérables. Et pourtant, le Rapport de suivi de l'UNESCO est sévère: certains pays de la région n'ont pas fait assez d'efforts.

Les populations toujours dépourvues d'accès à l'éducation de base sont essentiellement marginalisées et pauvres, vivent dans des zones isolées et constituées de groupes ethniques et linguistiques minoritaires. Il s'agit majoritairement de filles. Mais l'accès à une scolarisation primaire pour ces groupes nécessite un changement radical des politiques et des mentalités. Il ne suffit pas de répartir les équipements de manière linéaire. Govinda, de l'Institut national indien de la planification et de l'administration de l'éducation, estime qu'il "est fondamental de satisfaire la demande en se basant sur les besoins et les aspirations des communautés de manière flexible, sans toutefois réduire la qualité, pour qu'une politique EPT nationale porte ses fruits."

L'UNESCO estime que des réformes urgentes doivent être introduites. Les rôles des autorités et de la société civile doivent être redéfinis, et les problèmes de fond tels que le travail des enfants doivent être traités. Il faut que les ressources ciblent les groupes et les zones défavorisés plutôt que de chercher des solutions au niveau national. La clé du progrès se situe au niveau local, en impliquant efficacement la communauté et en autonomisant les femmes.

**LE SOUDAN EST EN GUERRE CIVILE DEPUIS 1983, LORSQUE LE PRÉSIDENT SOUDANAIS DE L'ÉPOQUE A MIS FIN AU STATUT D'AUTONOMIE DU SUD ET INSTAURÉ LA CHARIA (LOI ISLAMIQUE). L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION DU SOUDAN (SPLA), ORIGINAIRE DU SUD À MAJORITÉ CHRÉTIENNE ET ANIMISTE, S'ÉTAIT REBELLÉE CONTRE LE NORD ARABO-MUSULMAN. PAR AILLEURS LE SOL DU SUD SOUDAN REGORGE DE PÉTROLE. LA SITUATION S'EST FORTEMENT DÉTÉRIORÉE AU DARFOUR, À LA FRONTIÈRE DU TCHAD, DEPUIS UN AN. L'IE ET SON AFFILIÉE AMÉRICAINE AFT ONT TENTÉ D'ATTEINDRE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS AU DARFOUR POUR VENIR EN AIDE AUX STRUCTURES ÉDUCATIVES MAIS CELA S'EST RÉVÉLÉ IMPOSSIBLE D'UN POINT DE VUE LOGISTIQUE. MALGRÉ DE NOMBREUX ACCORDS DE PAIX, LE CONFLIT A DÉJÀ FAIT PLUS DE 1,5 MILLION DE MORTS ET 4 MILLIONS DE DÉPLACÉS.**

## Les personnels académiques sont un acteur essentiel du processus de Bologne

Une conférence paneuropéenne de l'IE a permis aux syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche de se profiler comme acteurs essentiels du processus de Bologne qui façonne l'avenir de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Des représentants de syndicats nationaux de l'enseignement supérieur de 21 pays, dont 8 pays d'Europe centrale et de l'Est, ont finalisé la contribution des personnels académiques et des chercheurs en vue de la conférence ministérielle de Bergen (Norvège) en mai 2005 consacrée au processus de Bologne. La conférence IE/CSEE a été organisée à Bruxelles (11-12 février) en présence de Jan Levy, directeur général du ministère norvégien de l'Éducation, qui remplaçait la ministre Mme Cimet, et de Per Nyborg, responsable du secrétariat du mécanisme de suivi du processus de Bologne. MM. Levy et Nyborg ont affirmé que les personnels académiques seraient un composant essentiel du processus de Bologne et se-

raient invités à participer à la conférence de Bergen et aux mécanismes de suivi. Les syndicats européens de l'IE ont adopté une déclaration commune où les personnels demandent à être impliqués dans le processus de Bologne aux niveaux européens et nationaux. Une étude syndicale, qui fera partie de la contribution de l'IE à la conférence ministérielle de Bergen, souligne le manque de représentation directe des personnels dans le processus de Bologne. La conférence a également permis aux syndicalistes de renforcer leur coopération avec les représentants des institutions européennes d'enseignement supérieur (AEU) et avec l'Association européenne des étudiants (ESIB). Des ateliers ont été consacrés aux différents volets du processus de Bologne. Ainsi, sur le statut des doctorants, les syndicats estiment qu'instaurer le doctorat comme troisième étape de la formation universitaire le rendra peu attractif. Les syndicats de l'enseignement supérieur et

de la recherche de l'IE considèrent plutôt que le doctorat devrait être la première étape dans la carrière des chercheurs/universitaires. Les jeunes universitaires devraient par exemple être engagés avec des contrats de doctorants, et être payés en conséquence, plutôt que d'être maintenus dans des "contrats atypiques" ou une série de contrats à court terme. La formation des enseignants sera également affectée par le processus de Bologne. Les syndicats estiment qu'il est essentiel que Bologne ne conduise pas à une dilution des qualifications. Les syndicats défendent également l'idée que chaque pays définisse la manière la plus appropriée d'organiser la formation des enseignants. La conférence s'est prononcée en faveur d'une "unification" des deux espaces européens de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces deux espaces ont jusqu'à présent été développés de manière séparée, en dépit des chevauchements clairs. Les syndicats recommandent l'instauration d'un processus plus intégré.

## L'éducation est la priorité des dirigeants présents au Forum économique mondial de Davos

L'éducation est une priorité du monde actuel, ont estimé plus de 750 dirigeants politiques et hommes d'affaires réunis au Forum économique mondial de Davos en janvier dernier. Dans le sondage effectué à Davos, l'éducation devance la crise au Moyen-Orient, le commerce, la gouvernance et cinq autres thèmes

mondiaux à l'ordre du jour du forum. Un rapport du forum sur les Objectifs de développement du millénaire critique les pays riches qui ne dégagent qu'une fraction de l'aide requise pour réaliser l'objectif d'Éducation Pour Tous. Le rapport publié à Davos fustige aussi "l'apathie du secteur privé concernant l'éducation de base".

Le rapport souligne également le manque de consultation des organisations d'enseignants: "Bien que les enseignants sont peut-être l'élément le plus important dans les réformes de l'éducation, ils sont fréquemment ignorés dans le dialogue, la mise en œuvre des politiques et les mécanismes de contrôle. Mais au cours des deux dernières années, l'Internationale

de l'Éducation, représentant 29 millions d'enseignants dans le monde, a lancé des programmes pour aider les syndicats à s'engager plus systématiquement dans les processus EPT, et les aspects dérivés comme la prévention du VIH/SIDA".

[www.weforum.org/pdf/ggi2005\\_low.pdf](http://www.weforum.org/pdf/ggi2005_low.pdf)

## Campagne contre la marchandisation de l'éducation

En 2005, l'IE intensifiera son action en faveur de l'exclusion de l'éducation, et d'autres services sociaux de base, des accords que les États peuvent conclure dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Le travail de lobby de l'IE et de ses organisations membres atteindra son apogée lors de la 6e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong Kong du 13 au 18 décembre 2005. En attendant, mai 2005 constitue une date butoir plus immédiate. C'est en effet pour mai 2005 que les pays membres de l'OMC doivent remettre leur offre d'ouverture de leurs marchés à des services particuliers, dont l'éducation, ou une offre élargie.

L'IE a programmé un certain nombre d'activités d'information et de mobilisation pour ses membres. La première activité de 2005 consistait en une série de rencontres à l'OMC avec des représentants de pays très impliqués soit en faveur ou contre l'AGCS. L'IE organisera une conférence d'information pour ses organisations membres en avril afin de développer une campagne cohérente en vue de la conférence ministérielle de l'OMC.

### Révélateur

Du 15 au 17 février, une délégation de l'IE a profité d'une session de négociation de l'OMC à Genève, afin de rencontrer les représentants principaux de onze États: l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, l'Inde, la Jamaïque, le Japon, le Pakistan, l'Afrique du Sud, la Suisse, et les États-Unis. La délégation de l'IE était composée d'experts des syndicats de l'IE en Australie,

au Canada, Grande-Bretagne et États-Unis. Des représentants de pays ayant ouvert leur marché à des services fournis par des pays tiers ont admis les risques potentiels que constitue pour leur pays une telle ouverture. Les discussions bilatérales avec le secrétariat de l'OMC se sont également avérées très utiles.

### Dangers pour l'équité et la qualité

L'IE se préoccupe depuis des années de la menace que posent les accords internationaux, régionaux et bilatéraux visant à créer un marché de l'éducation. Pour l'instant, les risques portent principalement sur l'enseignement supérieur. Au-delà des défis que la commercialisation de l'éducation présente pour les personnels et les étudiants, l'IE estime que l'ouverture des marchés risque de diminuer la qualité de l'éducation et de la

recherche, ce qui aura des conséquences pour la société dans son ensemble. L'IE alerte depuis longtemps ses organisations membres, mais également les gouvernements et les agences internationales au sujet des dangers de l'AGCS. Le fait que l'AGCS soit régi par des considérations commerciales sans réflexion sur la nature des services qui sont ouverts à la loi du marché; et le caractère irréversible des engagements pris, rendent cet accord extrêmement dangereux. L'AGCS renforce également la domination de pays industrialisés puissants contre des pays plus faibles, qui dans certains cas ignorent la nature désavantageuse et contraignante de l'ouverture de leur marché.

Le débat traite des valeurs. D'une part, il y a ceux qui considèrent l'éducation comme un défi commercial et qui voient les traités commerciaux en de-

venir comme un moyen de renforcer la présence du secteur privé. De l'autre, ceux qui défendent l'idée que l'éducation est un droit humain et un bien public, et que les forces du marché ne peuvent garantir l'existence et l'amélioration d'un système éducatif de haute qualité, accessible et équitable.

"Dans une économie mondialisée où les valeurs néo-libérales de la privatisation et de la concurrence du marché sont dominantes, il est vital que les défenseurs de l'éducation publique réaffirment certaines valeurs et principes fondamentaux. Un de ces principes est que l'éducation est un droit et pas une marchandise", a rappelé le secrétaire général adjoint de l'IE qui menait la délégation à l'OMC.

Afin de tenir ses organisations membres informées sur les développements de l'AGCS, l'IE publie un bulletin électronique intitulé *CommercEducation*.



En 2004, six organisations membres de l'IE ont reçu la bourse de 500 Euros leur permettant de se connecter à internet. Il s'agit des organisations suivantes: FESEN Togo, SYNESCI Côte d'Ivoire, SYNAPES Bénin, SNEN, Niger et FESER Cameroun, en Afrique, ainsi que ETTU Timor oriental.

L'IE encourage toutes ses organisations à recourir davantage à internet et continuera à dégager des budgets pour aider les organisations membres à s'équiper.



## Décès de Peter Dawson, coordinateur de l'IE

C'est avec un profond chagrin que nous avons appris le décès de Peter Dawson, le 19 janvier dernier, à la suite d'une longue maladie. Peter faisait partie du personnel

de l'IE et du Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) depuis plus de dix ans. Il sera regretté par tous ses collègues et nombreux amis au sein des organisations d'enseignants tant en Europe qu'ailleurs. Peter avait été secrétaire général de NATFHE Royaume-Uni sous l'ère Thatcher. Il était reconnu pour son engagement en faveur des droits des enseignants. Il a continué à œuvrer au service des enseignants en tant que secrétaire général du CSEE et, par la suite, en tant que coordinateur Europe de l'IE. Depuis 1998, il exerçait la fonction de consultant auprès du secrétaire général de l'IE et était basé à Londres.

L'IE a présenté ses sincères condoléances à son épouse Yvonne, et à toute la famille de Peter.

## Le Guide de l'IE est disponible

Comprenant tous les documents officiels de l'IE (constitution, statuts, membres du bureau exécutif de l'IE, liste des organisations membres, adresses des bureaux régionaux, etc.) le guide

constitue un répertoire complet de l'IE. Tous les documents se trouvent également sur le CD qui a été envoyé à toutes les organisations membres, ainsi que sur le site de l'IE où ils sont régulièrement mis à jour.

Le guide peut être demandé au secrétariat.



## Les syndicalistes palestiniennes se battent sur tous les fronts

Généralement bien qualifiées, les Palestiniennes restent pourtant en marge du marché du travail. De plus, dans le climat actuel de chômage de masse et de travail précaire et sous-payé, ce sont les femmes qui souffrent le plus de la crise étant donné qu'elles gèrent les problèmes des familles et de leurs communautés. Telle est la conclusion d'une étude réalisée par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

La ségrégation du marché du travail se fait au détriment des femmes palestiniennes qui restent concentrées dans l'industrie, le travail domestique et l'agriculture, un secteur dans lequel leur travail est rarement rémunéré. Les couvre-feux, les barages routiers et les fermetures de frontières caractéristiques de l'occupation ont conduit à la faillite de diverses industries traditionnellement demandeuses de main-d'œuvre féminine, notamment le secteur textile. En conséquence, la majorité des Palestiniennes se sont tournées vers le travail à domicile, qui, n'étant pas considéré comme officiel, n'est protégé par aucune loi et ne leur fournit pas un vrai salaire. "Puisqu'elles sont les premières à perdre leur emploi, les femmes acceptent des conditions de travail déplorables, en produisant par exemple des conserves d'aliments chez elles. Mais comment pouvons-nous les défendre si elles ne sont pas considérées comme des travailleuses à part entière par la loi?", explique Abla Masrujeh, coordinatrice des femmes de la Fédération générale des syndicats de Palestine, la PGFTRU, affiliée à la CISL.



Les Palestiniennes sont non seulement confrontées à la discrimination au niveau du marché du travail mais aussi à des évolutions néfastes comme la recrudescence d'idées conservatrices. Les mariages précoces, par exemple, arrangés par les familles qui, poussées par une pauvreté croissante, aspirent à avoir moins de bouches à nourrir. De plus, les femmes travaillant hors de la maison sont considérées comme moralement perverties, ce qui décourage les jeunes diplômées de chercher du travail. Celles qui le font néanmoins doivent souvent arrêter leur carrière lorsqu'elles ont des enfants, tellement il est difficile de combiner le travail et les responsabilités familiales vu le manque cruel de crèches.

"Pour toutes les femmes, c'est une lutte quotidienne de pourvoir aux besoins de base de la famille. Arriver au travail, à l'école, au marché, à l'hôpital, chez les amis, les parents... C'est comme une course d'obstacles, avec les barages et les opérations militaires. Le combat de tous les jours est le même pour les femmes syndicalistes... Mais, en plus de tout ça, elles doivent se battre pour effectuer leur travail syndical "normal", comme visiter les travailleurs, organiser des réunions, négocier avec les employeurs, discuter de problèmes syndicaux avec les autorités, ou lutter pour l'égalité des sexes dans la société et dans le mouvement ouvrier lui-même", déplore Abla Masrujeh.

[www.icftu.org](http://www.icftu.org)

## L'Espagne convertit la dette en fonds pour l'éducation



davantage de jeunes de terminer leurs 10 années de scolarité obligatoire.

L'annonce faite par le Premier ministre espagnol, José Zapatero (photo), en janvier, est la première concrétisation d'une revendication syndicale ancienne.

Le gouvernement travailliste espagnol vient de convertir une partie de la dette extérieure de l'Argentine en fonds pour l'éducation. Au total, ce sont 60 millions d'Euros qui seront consacrés à l'éducation. Le ministre argentin de l'Education a annoncé qu'une partie de cette somme sera utilisée pour augmenter substantiellement l'octroi de bourses d'étude pour permettre à

## Protestations de l'IE

### Ethiopie

Grâce à la pression internationale, coordonnée par l'IE, un des responsables syndicaux de l'Association éthiopienne des enseignants (ETA) a été libéré de la prison. "Nous vous remercions infiniment de votre prompt réaction à la détention d'Abate Angore", a souligné le président du syndicat ETA affilié à l'IE. La situation est toujours très tendue en Ethiopie, et les autorités essaient constamment d'intimider le syndicat indépendant et de limiter la liberté de parole et de mouvement des militants syndicaux.

### Tchad

Les enseignants se sont mis en grève à N'Djamena, la capitale du Tchad, en janvier pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Ils ont progressivement repris les cours à partir du 25 janvier sur le conseil du syndicat SET. Aucun accord n'a encore été finalisé au sujet des 3 mois d'arriérés de salaire, mais le gouvernement a recommencé à payer les salaires. Le syndicat SET, affilié à l'IE, poursuit les négociations.

### Taiwan

L'IE a demandé le 14 janvier au président de la République de Chine (Taiwan) de revoir la loi sur les syndicats. Actuellement, l'article 4 de la loi prive les enseignants du droit de former des syndicats ou de devenir membre d'un syndicat. Dans sa lettre, l'IE assurait son affiliée à Taiwan, l'association nationale des enseignants (NTA), de tout son soutien.

### Turquie

L'IE continue à soutenir son affiliée en Turquie, Egitim-Sen, qui est constamment harcelée par les autorités turques. Le principal motif d'opposition avec les autorités porte sur le soutien exprimé par le syndicat à l'enseignement en langue maternelle, soit en langue kurde. L'IE et le Comité syndical européen de l'éducation ont organisé des rencontres entre le dirigeant d'Egitim-Sen, Alladdin Dincer, et le président du groupe socialiste au Parlement européen, Poul Nyrup Rasmussen, et d'autres représentants du Parlement et de la Commission européenne.

## Nicaragua: les enseignants de qualité ont un prix

Le Nicaragua pourrait devenir un nouveau pays test où le gouvernement utilise le programme d'austérité du FMI pour refuser une augmentation salariale promise aux enseignants. L'IE soulèvera cette question avec les institutions financières internationales. En attendant, l'IE a envoyé un message de solidarité pour soutenir les quatre syndicats du Nicaragua – dont deux sont affiliés à l'IE (CGTEN-ANDEN et CNMN) – qui ont lancé une grève nationale en janvier. Les enseignants demandent la mise en oeuvre du plan national d'éducation qui prévoit une revalorisation salariale. Le ministre de l'Education, Miguel Angel Garcia, soutient que son ministère est disposé à discuter avec les syndicats d'enseignants mais qu'il ne mettra pas le plan en oeuvre, en raison de l'accord contracté en novembre 2004 avec le Fonds

monétaire international (FMI). L'accord du FMI interdirait au gouvernement d'augmenter les dépenses des services publics comme la santé et l'éducation. En 2000, le gouvernement nicaraguayen avait élaboré un plan d'éducation, conformément au cadre d'action de Dakar pour l'Education Pour Tous. Ce plan avait permis au Nicaragua de participer à l'initiative de financement accéléré de l'EPT de la Banque mondiale, au même titre que le Honduras et la Bolivie. Ce plan prévoyait que d'ici 2005, les salaires des enseignants équivaleraient au "básica de canasta" ou salaire de base. Aujourd'hui, le "básica de canasta" est fixé à 2.600 cordoba (US\$158), or le salaire moyen d'un instituteur est de 1.146 cordoba (US\$70) et 1.331 (US\$80) pour un professeur d'école secondaire! Le gouvernement prend prétexte de l'accord avec le FMI et



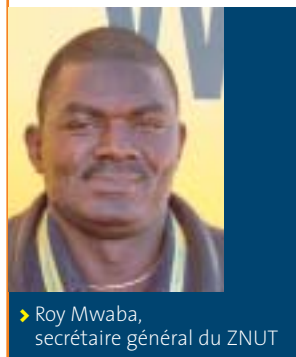
Le gouvernement se sert des contraintes budgétaires du FMI pour refuser une revalorisation salariale qui alignerait le salaire des enseignants sur l'index.

des contraintes budgétaires pour refuser de revaloriser les salaires des enseignants. Le gouvernement a également rejeté la proposition du syndicat CGTEN-ANDEN de verser un bonus de 706 cordoba aux enseignants. Le 8 février, les quatre syndicats des enseignants ont lancé une grève générale qui a mobilisé 30.000 enseignantes et enseignants ainsi que des étudiants et des travailleurs d'autres secteurs. Le gouvernement a menacé les enseignants grévistes de représailles. Au moment où nous mettons sous presse, certains enseignants ont commencé une grève de la faim.

L'IE abordera la question avec les institutions financières internationales. En 2004, l'IE et la Banque mondiale ont établi un mécanisme informel de consultation permettant d'attirer l'attention des institutions financières internationales sur les situations où les organisations membres de l'IE estiment que les institutions s'écartent de leur politique officielle. Or publiquement, la Banque mondiale et le FMI clament qu'elles soutiennent une éducation de qualité fournie par des enseignants de qualité. Il se fait que les enseignants de qualité ont un prix!



## Le ZNUT Zambie déplore la dégringolade des normes éducatives



► Roy Mwaba, secrétaire général du ZNUT

Le gouvernement zambien n'a pas engagé les 9.000 enseignants formés en 2002-2003. Les conséquences sont désastreuses au niveau de l'éducation primaire du pays: les taux d'abandon sont énormes, et les écoles doivent maintenant faire un choix difficile entre renvoyer des élèves chez eux ou gérer des classes de plus de 100 élèves.

En décembre 2004, le ministre zambien de l'Education, Andrew Mulenga, a admis que parmi les 236.000 élèves inscrits aux examens de la 7<sup>ème</sup> année, moins de la moitié, 111.861, sont passés au niveau secondaire.

### L'inertie du gouvernement

Le Syndicat national des enseignants de Zambie (ZNUT) a attribué la chute de qualité des normes éducatives aux maigres investissements consentis par le gouvernement dans la profession. Le gouvernement s'est montré incapable d'améliorer les conditions de travail des enseignants, des régions rurales en particulier, notamment les indemnités de risque ou pour difficultés d'existence. Roy Mwaba, secrétaire général du ZNUT, a déclaré que le syndicat regrettait que seule la moitié des élèves aient été reçus à l'école secondaire. "Même pour ceux qui ont réussi, les conséquences du mauvais enseignement se feront sentir plus tard,

quand ils commenceront à travailler", a indiqué Roy Mwaba. Des enquêtes révèlent que, vu le manque d'enseignants, beaucoup d'entre eux n'ont d'autre choix que d'enseigner des sujets autres que leurs spécialités. "Nous les enseignants sommes démotivés. Comment pouvons-nous enseigner en étant si surmenés?", s'interroge Clement Mweene, instituteur à Lusaka. Même la Banque mondiale a admis que les enseignants zambiens sont sous-payés. "Sans enseignants, il n'y aura ni d'avocats, ni Présidents, ni médecins", s'est lamenté un opposant politique, en référence aux 9.000 enseignants non engagés.

### Pas d'éducation gratuite

L'ancien ministre zambien de l'Education, Sicalwe Kasanda, estimait pour sa part que si la politique de gratuité de l'éducation primaire partait d'un bon sentiment, elle ne permettrait pas de réaliser l'objectif d'Education Pour Tous. Selon Kasanda, l'éducation gratuite pourrait accroître la dépendance des citoyens par rapport à leur gouvernement, étant donné que ceux qui peuvent se permettre de payer pour l'éducation essaieront également d'obtenir la gratuité, avec pour conséquence de gonfler les dépenses du gouvernement! Plusieurs analystes ont appelé le pays à créer une 3<sup>ème</sup> université pour contribuer à absorber

les 20.000 nouveaux diplômés chaque année, car les deux universités existantes n'accueillent que 3000 étudiants par année. Pour tenter de combler la pénurie d'enseignants, le gouvernement a signé un protocole d'entente avec les écoles communautaires ouvertes de Zambie (Zambia Open Community Schools, ECOZ). Selon les termes du protocole, les ECOZ tenteront de fournir en quatre ans la même éducation primaire que celle qui est prodiguée en sept ans dans les écoles formelles. Les enseignants des ZOCS ne jouissent pas d'une formation formelle et proviennent de la communauté où se situe l'école. Ils utilisent tout bâtiment ou espace qu'ils trouvent pour y donner cours et ont peu de ressources, d'équipement et de matériel scolaire. Les ECOZ collaborent avec le ministère de l'Education afin de livrer des certificats d'enseignants identiques à ceux du secteur formel.

### L'EPT en danger

La crise touchant les enseignants, ainsi que tous les autres problèmes dus au manque de ressources, pourraient faire déraiser le programme zambien d'EPT, ainsi que pratiquement tous les autres Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU.

## Le NUT redouble ses efforts pour les pensions

Le syndicat britannique des enseignants NUT consulte ses membres au sujet des activités possibles pour une "Journée d'action pour les pensions", qui se tiendra après Pâques. Le NUT cherche à organiser cette journée aux côtés d'autres syndicats du service public. Le NASUWT a

le changement ne s'opérera qu'au premier septembre 2013. Pour la suite, le NUT a calculé que les enseignants en début de carrière aujourd'hui et qui partiront à la retraite à 60 ans perdront des dizaines de milliers de livres sterling s'ils ne continuent pas jusqu'à 65 ans.

"Le gouvernement refuse d'écouter les enseignants et les autres travailleurs du service public quant à l'injustice de leurs propositions, qui empireront les programmes de pensions. J'encourage les membres à voter pour l'option la plus forte possible, une grève d'un jour. Le NUT, les autres organisations d'enseignants et les syndicats du service public ont fait tout leur possible pour convaincre le gouvernement de retirer ses propositions", a déclaré le secrétaire général du NUT, Steve Sinnott.

[www.teachers.org.uk](http://www.teachers.org.uk)



► le secrétaire général du NUT, Steve Sinnott.

invité ses membres à signer des pétitions d'opposition aux projets du gouvernement.

Le gouvernement propose de faire passer l'âge normal de la retraite de 60 à 65 ans pour les enseignants. Pour les membres actuels du Programme de pensions des enseignants (TPS),

## Népal: Libération du vice-président de la NTA

La NTA, affiliée de l'IE au Népal, a remercié l'IE et ses organisations affiliés, pour leur soutien qui a permis la libération de leur vice-président Prem Singh Vohara, des mains des rebelles maoïstes. M. Vohara avait été kidnappé il y a sept mois. Néanmoins, la violence continue à empoisonner la vie des enseignants népalais. Les écoles sont restées fermées après que, dans une école, des rebelles maoïstes ont abattu un enseignant de-

vant ses élèves. L'incident a suscité le chaos parmi les parents, les élèves et les enseignants. Environ 150 enseignants ont été tués au Népal, et des centaines d'autres ont été blessés en dix ans d'hostilités entre autorités et rébellion maoïste. L'IE collabore avec ses affiliés népalais afin que le gouvernement protège adéquatement les enseignants et élèves. Le Congrès de l'IE a adopté une résolution dénonçant le martyre des enseignants du Népal.

## Revalorisation salariale en Guinée

Les enseignants guinéens ont obtenu gain de cause en janvier en faisant plier le gouvernement après plusieurs jours de grève. Les deux syndicats affiliés à l'IE réclamaient l'application totale du protocole 2000 signé avec le gouvernement et qui fixe le barème des augmentations de salaire. Ce protocole prévoyait une augmentation de salaire de 40%. Un enseignant guinéen gagne en moyenne 250.000 francs guinéens (70 US\$) par mois ce qui lui ne permet plus de vivre décemment étant donné les importantes hausses des prix des denrées alimentaires et des transports enregistrées ces derniers mois. "Les salaires des enseignants sont ridicules et leurs conditions de vie sont pénibles", souligne Bamba Camara, le secrétaire général de la FSPE "Rien que le transport représente la moitié de leur salaire, alors qu'ils

ont d'autres charges comme le loyer, les factures d'électricité et d'eau. Un sac de riz, par exemple, coûte environ 70 000 francs (20 dollars)".

Depuis le mois d'octobre, les syndicats FSPE et SLECG avaient soumis leurs revendications au gouvernement qui ne réagissait pas. Les syndicats ont déclenché la grève le 10 janvier. Les élèves se sont joints aux enseignants dans les rues, mais la police anti-émeute a réprimé les manifestants. L'IE avait envoyé une lettre de soutien à ses affiliés.

Le 17 janvier, les syndicats FSPE et SLECG ont signé un protocole d'accord avec le gouvernement prévoyant une augmentation de 9 à 10% des salaires de tous les travailleurs de la fonction publique applicable à partir du 1er janvier 2005.



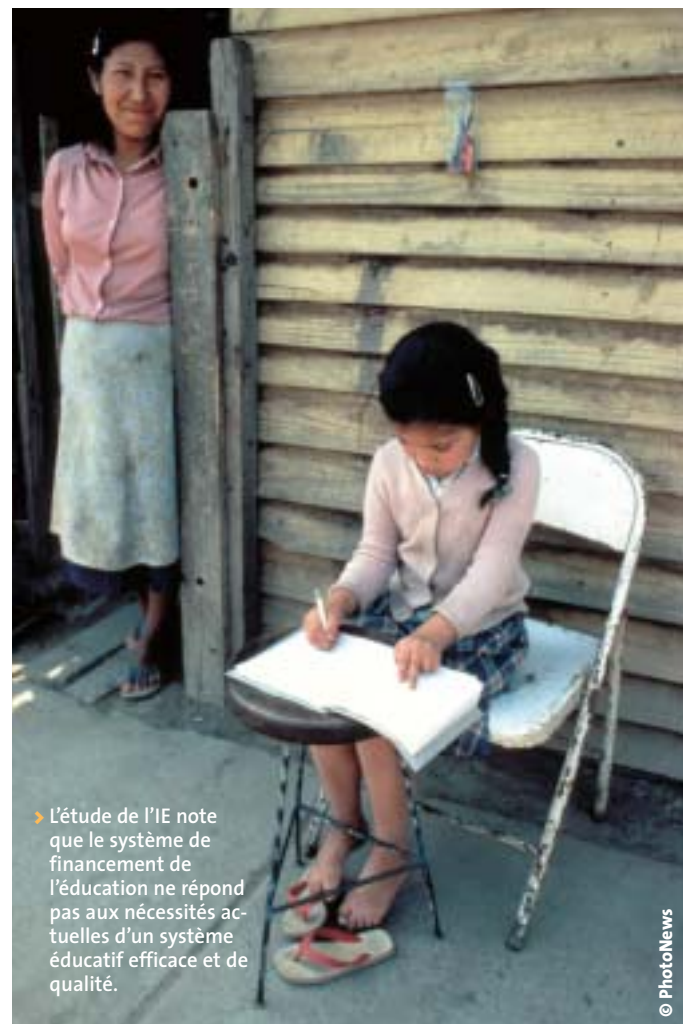
► Bamba Camara, le secrétaire général de la FSPE Guinée

## Cambodge: Haro sur les universités privées

Le syndicat des enseignants du Cambodge s'est réjoui de l'initiative du gouvernement de sévir à l'encontre des universités privées dépourvues de licences. Désormais ces universités privées non agréées n'auront plus le droit de faire de la publicité afin de "recruter" des étudiants. Rong Chungg, président du syndicat CITA affilié de l'IE, se réjouit de la

décision du ministère: "beaucoup d'étudiants inscrits dans ces universités privées ont été démunis lorsque l'école a fait faillite", note-t-il. Le syndicat demande que le ministère fasse preuve de vigilance dans l'attribution des licences, et notamment qu'il contrôle la qualité de l'enseignement et les capacités financières des établissements.

## Privatisation de l'éducation au Chili



► L'étude de l'IE note que le système de financement de l'éducation ne répond pas aux nécessités actuelles d'un système éducatif efficace et de qualité.

© PhotoNews

L'IE publie une recherche sur l'impact sur le système éducatif chilien des politiques néolibérales développées dès la dictature de Pinochet.

Réalisée par le professeur chilien Marcial Maldonado Tapia, l'étude détaille les conséquences en terme d'accès, de financement, d'évaluation, d'équité, de performances scolaires et de statut et conditions de travail des personnels. L'étude montre que depuis le coup d'Etat de 1973, le système éducatif a été transformé, tant du point de vue pédagogique que structurel.

Pédagogiquement, l'accent est mis sur l'économie de marché et le profit, conditionnant ainsi des générations d'élèves. Du point de vue structurel, le système s'est développé autour de deux axes: la privatisation et la municipalisation.

### Politiques néo-libérales

Les politiques néo-libérales des années '80 ont transformé l'éducation en un marché plutôt qu'en un outil d'émancipation répondant à la demande sociale du plus grand nombre, note l'étude de l'IE, qui déplore l'imposition de frais d'inscription aux familles. Les gouver-

nements dits de concertation qui se sont succédé ces dix dernières années depuis le départ de Pinochet n'ont pas modifié essentiellement les directives imposées par la dictature militaire.

L'étude de Maldonado constate que le système s'est développé autour de deux axes: la privatisation et la municipalisation. La responsabilité du ministère de l'Education ayant basculé au profit des 340 municipalités du pays.

Outre que la part du budget consacrée à l'éducation a été réduite, des ressources financières et humaines publiques ont été mises à disposition d'établissements privés autonomes. Le processus de privatisation fut encore plus radical dans l'enseignement supérieur, obligeant les universités publiques à trouver des sources de financement alternatives et supprimant de fait la gratuité de l'enseignement supérieur.

### Environnement pédagogique

Soucieuse d'intégrer le Chili dans le marché économique international, la dictature a mis l'accent pédagogique sur les compétences économiques. L'apprentissage de la compétitivité fut instauré comme principe d'éducation.

L'étude montre que le syndicat Colegio de Profesores de Chile a bien joué son rôle en tentant de promouvoir une autre vision de l'éducation fondée sur la qualité et l'équité. Le CPC prône

une gestion démocratique et participative de l'école. Le syndicat membre de l'IE a toujours été vigilant à profiler les enseignantes et enseignants comme acteurs de la construction d'une école démocratique.

### Statut des enseignants

La municipalisation de l'enseignement n'a pas été favorable aux enseignants qui dépendent de la fonction publique, soit environ 40% des enseignants et enseignantes. Leur salaire est déterminé au niveau national par une loi de programme, mais toutes les autres conditions d'exercice doivent être négociées au niveau du pouvoir organisateur, donc des municipalités.

En conclusion, l'étude note que le système de financement de l'éducation ne répond pas aux nécessités actuelles d'un système éducatif efficace et de qualité. Malgré les investissements consentis ces dernières années, les montants restent insuffisants en termes d'infrastructures, de matériel pédagogique, de rémunération et de formation des personnels enseignants. L'étude fustige le transfert des fonds publics vers des établissements privés, sans qu'aucun contrôle public soit exercé sur l'utilisation des fonds ou la gestion de ces établissements.

Le document de 63 pages peut être téléchargé du site internet de l'IE. Il existe en espagnol et sera peut-être traduit en anglais.

## BEIJING+10: des promesses non tenues à une véritable action



La conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, a marqué une étape dans la lutte des femmes pour la reconnaissance de leurs droits humains fondamentaux. La plateforme d'action de Beijing est le document le plus exhaustif jamais écrit sur les droits des femmes et constitue un programme pour le renforcement de l'autonomie des femmes. Elle respecte et tient compte de l'éventail complet des situations et des conditions de vie des femmes et reconnaît que celles-ci se heurtent à des obstacles particuliers sur la voie de l'autonomie. La plateforme d'action doit néanmoins être mise en œuvre!

En effet, dix ans plus tard, les disparités entre hommes et femmes sont toujours visibles, y compris dans l'éducation. Le taux élevé d'analphabétisme demeure un obstacle majeur aux progrès des femmes et au développement. En Afrique subsaharienne et en Asie centrale, notamment, l'accès à l'éducation et le maintien des filles à l'école restent faibles. Les dépenses publiques dans l'éducation, qui pourraient assurer une éducation égale pour tous, sont insuffisantes.

Des pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles persistent dans de nombreux secteurs, en raison des habitudes ancestrales, des mariages précoces, des grossesses

et des tâches ménagères, du harcèlement sexuel et moral, du matériel éducatif et didactique inadapté et qui ne tient pas compte du genre, et de l'absence d'une formation initiale et en cours d'emploi appropriée à la dimension de genre pour les enseignants. Aujourd'hui encore, il est plus probable que les parents investiront dans l'éducation d'un garçon plutôt que dans celle d'une fille.

La féminisation du VIH/SIDA a des conséquences dramatiques pour les familles. Un nombre croissant de filles abandonnent en effet l'école pour aider les membres de la famille touchés par la pandémie. Selon OnuSida, à la fin de 2004 en Afrique subsaharienne, 57% des adultes (âgés de 15 à 49 ans) porteurs du virus étaient des femmes. Les femmes sont physiquement plus vulnérables au virus et, trop souvent, elles n'ont pas le pouvoir économique et social pour refuser les relations sexuelles. Une éducation sexuelle, sans préjugés et fondée sur des données scientifiques, pourrait réduire de manière significative la vulnérabilité des femmes, renforcer leur confiance en elles et leur permettre de défendre leurs droits à la santé et de reproduction.

### Un élément du processus d'évaluation

La Commission des Nations Unies sur le statut de la femme (CSW) est l'instance respon-

sable du suivi et de la mise en œuvre du programme de Beijing. Elle a procédé à une première évaluation de la situation en juin 2000 (Beijing+5) et a déclaré que «la volonté et l'engagement politiques sont insuffisants pour améliorer l'éducation et entreprendre des réformes éducatives dénuées de tout pré-

veaux défis et problèmes afin de réaffirmer les engagements pris dans le passé. Toutefois, certains gouvernements se montrent critiques à l'égard de l'engagement de Beijing et aimeraient diluer certains aspects de la plateforme. L'une des principales tâches de la délégation syndicale consistera à faire du

**“L'éducation est un droit humain et un outil essentiel pour atteindre les objectifs d'égalité, de développement et de paix. [...] Investir dans l'éducation formelle et non formelle et dans la formation des filles et des femmes s'est révélé, grâce à son rendement économique et social exceptionnellement élevé, l'un des meilleurs moyens d'atteindre un développement et une croissance économique qui soient à la fois soutenus et durables”.**

Plateforme d'action de Beijing (1995), Objectif stratégique B, paragraphe 69.

jugé sexiste”. La deuxième évaluation (Beijing+10) aura lieu à New York du 28 février au 11 mars 2005. L'IE sera représentée à New York par une délégation de 15 femmes, dirigée par la vice-présidente de l'IE, Susan Hopgood, et par Marilies Retting, membre du Comité exécutif de l'IE et présidente du Comité de l'IE sur la promotion des femmes. La délégation syndicale comprendra également des représentantes de la CISL, de l'ISP et des confédérations syndicales nationales.

### Que va-t-il sortir de Beijing+10?

Conformément à l'accord préliminaire conclu par les Etats membres lors de la réunion de la CSW de 2004, l'évaluation N'A PAS pour but de négocier un autre document ou une nouvelle déclaration politique, mais bien de se centrer sur les résultats et d'identifier les nou-

lobbying afin d'éviter que cette dilution ne se produise. Le mouvement syndical est déterminé à rejeter toute tentative visant à édulcorer les engagements politiques pris en faveur des femmes en 1995 et en 2000. L'action de la délégation de l'IE consistera à insister auprès des gouvernements afin qu'ils soutiennent les objectifs de la parité entre les sexes et de l'égalité de genre et qu'ils débloquent des ressources financières et humaines suffisantes pour respecter l'engagement d'une éducation de qualité pour tous, qui assurera à toutes les femmes et à toutes les filles - indépendamment de leur nationalité ou de leur origine ethnique, de leur situation économique ou sociale, de leur statut de migrante, de leur handicap ou de toute autre caractéristique ou condition - un accès égal à tous les niveaux d'éducation.

## L'IE sort un CD-Rom sur le Congrès mondial



L'IE a sorti un CD-Rom contenant toutes les résolutions, textes législatifs, discours, communiqués de presse, photos et autre matériel produit lors de son dernier Congrès mondial de Porto Alegre au Brésil, en juillet dernier. Pour plus d'informations sur ce CD-Rom, prière d'écrire à : [info@ei-ie.org](mailto:info@ei-ie.org)



Le rapport annuel 2005 de l'UNICEF intitulé "L'enfance en péril" examine trois des facteurs les plus répandus et les plus dévastateurs qui menacent actuellement l'enfance: la pauvreté, le VIH/SIDA et les conflits.

Malgré l'adoption pratique universelle de normes en matière de protection de l'enfance, le rapport de l'UNICEF révèle que plus de la moitié des enfants du monde souffre de privations extrêmes qui leur volent leur enfance et entravent le développement des pays.

## OIT : le SIDA, un problème dans le monde du travail

Le rapport de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail utilise de nouvelles données démographiques et épidémiologiques pour fournir une vision globale de l'impact du VIH/SIDA sur le monde du travail.

Le SIDA est un problème non seulement parce qu'il affecte la main-d'œuvre et la productivité, mais aussi parce que le monde du travail a un rôle vital à jouer dans la lutte pour contenir la propagation et les effets de l'épidémie. On estime que 36,5 millions de personnes en âge de travailler sont séropositives et 28 millions de travailleurs sont morts du SIDA depuis le début de l'épidémie.

"Le VIH/SIDA détruit le capital humain constitué au cours des



années et sape la croissance économique," indique le rapport, qui ajoute: "Les gouvernements doivent de toute évidence agir en exhortant, promouvant et soutenant toute action sur le lieu de travail en tant que partie intégrante de la stratégie nationale pour enrayer le VIH/SIDA, et tous les partenaires sociaux doivent faire en sorte d'oeuvrer ensemble

pour réussir à contrôler l'épidémie et ses effets."

Le rapport souligne également que le VIH/SIDA représente un défi majeur pour la réalisation de l'objectif d'Education Pour Tous. "Le VIH affecte le personnel à tous les niveaux du secteur de l'éducation [...] dans le même temps, la croissance économique réduite due au VIH/SIDA affecte les rentrées publiques, diminuant ainsi les dépenses publiques consacrées à l'éducation."

L'IE a accru sa coopération avec l'OIT par le biais de son programme IE/OMS "Eduquer pour Prévenir".

[www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/global\\_est/](http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aids/publ/global_est/)

## UNICEF: La situation des enfants dans le monde

"Quand la moitié des enfants du monde ont faim et sont malades, quand les écoles deviennent des cibles et que des villages entiers sont vidés par le SIDA, nous avons échoué dans notre promesse envers l'enfance", déclarait la directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy.

Le rapport affirme que les enfants expérimentent la pauvreté différemment des adultes et que les indicateurs traditionnels ne reflètent pas l'impact de la pauvreté sur les enfants.

Il ressort aussi clairement du rapport que la pauvreté n'est pas l'apanage des pays en développement. Dans 11 des 15 nations industrialisées pour lesquelles des données comparables sont disponibles, la proportion des enfants appartenant à une famille à bas revenus au cours des dix dernières années a augmenté.

Les conflits armés ont eu un énorme impact sur les enfants:

près de la moitié des 3,6 millions de victimes de la guerre depuis 1990 ont été des enfants. Et ces derniers sont pris pour cible, comme en témoigne la prise en otages des écoliers de Beslan en septembre 2004.

Les conséquences du VIH/SIDA sur les enfants sont dramatiques: 15 millions d'enfants sont orphelins du SIDA. Selon le rapport, le décès d'un parent a une répercussion sur tous les aspects de la vie de l'enfant, de son bien-être émotionnel à sa sécurité physique, en passant par son développement mental et sa santé en général. Le VIH/SIDA ne tue pas seulement les parents mais détruit aussi le réseau protecteur des adultes qui jouent un rôle dans la vie des enfants. Parmi les malades et les mourants se trouvent de nombreux enseignants, des membres du personnel de santé et d'autres adultes sur lesquels les enfants devraient pouvoir compter.

La situation des enfants dans le monde affirme que l'on peut combler le fossé entre l'enfance idéale et la réalité qui est celle de la moitié des enfants du monde. C'est une question de choix qui requiert entre autres: une approche du développement économique et social basée sur les droits humains, une augmentation des investissements des donateurs et des gouvernements en faveur de l'enfance, et une gestion budgétaire axée sur l'amélioration du bien-être des enfants.

L'édition 2005 de La situation des enfants dans le monde de l'UNICEF est disponible en ligne sur <http://www.unicef.org/sowc05/>

- 640 millions d'enfants n'ont pas de foyer adéquat
- 140 millions d'enfants, dont une majorité de filles, n'ont jamais été à l'école
- 90 millions d'enfants souffrent gravement de malnutrition

## ABIBATA DIALLO conseillère pédagogique au Burkina



Abibata a 35 ans et vit à Ouagadougou, Burkina Faso. Elle est mariée et a 3 enfants âgés de 4 à 13 ans. Elle est Secrétaire aux questions féminines, membre élue du Bureau national (BEN) du Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur (SNESS) du Burkina Faso. Elle est également Présidente du Comité de coordination des femmes du SNESS et Conseillère pédagogique du Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique (MESSRS). Finalement, elle est trésorière adjointe, membre du comité de pilotage du projet de prévention du VIH mis en œuvre conjointement depuis 2002 par le SNESS et le Syndicat national des enseignants africains du Burkina (SNEAB).

Après avoir passé et réussi son Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) à Bobo Dioulasso, région d'où elle provient, Abibata a entrepris une maîtrise en histoire-géographie à l'Université de Ouagadougou. C'est au cours de ses études universitaires qu'elle est entrée dans le syndicalisme. Ses études terminées, elle entre dans la Fonction publique à Pô et en 1995, elle intègre le SNESS en tant que militante de base. Elle sera affectée à Ouagadougou en 1997 et rejoindra la section du SNESS au Lycée Philippe Zinda Kaboré. Elle y exercera comme professeur d'histoire-géographie avec des élèves des premier et second cycles (élèves âgés de 13 à 20 ans en moyenne). Dès 1999, elle rejoint le Comité de coordination des femmes du SNESS

en tant que trésorière adjointe et un an plus tard, en 2000, elle est élue Secrétaire aux relations extérieures au sein du BEN-SNESS. En 2002, elle passe et réussit le Concours pour les conseillers pédagogiques. Finalement, c'est au cours du dernier Congrès du SNESS en avril 2004 qu'elle est élue Secrétaire aux questions féminines au sein du BEN-SNESS, fonction qu'elle occupe depuis.

Pour préparer le concours pour devenir conseillère pédagogique, elle est obligée de passer une année complète à l'Ecole normale supérieure de Koudougou (à une centaine de kilomètres de Ouagadougou). Ses enfants sont gardés en semaine par son mari et une aide ménagère. Elle revient chez elle tous les week-ends. Elle a été la seule candidate féminine de sa promotion et les railleries de ses camarades masculins étaient permanentes durant son année de préparation à Koudougou. Ils lui rappelaient sans cesse qu'elle avait un enfant en bas âge à la maison et qu'elle devrait s'en occuper car au Burkina Faso, comme dans beaucoup d'autres pays africains, l'éducation des enfants est la tâche des femmes, et d'elles seulement. Bien que son mari soit assez conciliant, lui-

même étant aussi enseignant, Abibata doit faire des concessions pour pouvoir concilier vie professionnelle et vie privée ; ce qui n'est pas toujours facile. Son mari l'a encouragé à présenter le Concours pour les conseillers pédagogiques et leur vie s'est finalement bien organisée pendant l'année d'absence d'Abibata.

Abibata se lève en général vers 6.00. Elle s'occupe de ses trois enfants et puis les emmène à l'école. Elle rejoint vers 7.45 son bureau situé dans une annexe du Ministère de l'enseignement secondaire, supérieur et de la recherche scientifique (MESSRS) à la Direction générale de l'inspection et de la formation des personnels de l'enseignement (DGIFPE). La matinée, en général, elle fait des rapports de visites de classes et travaille sur l'élaboration de programmes et curricula. Elle reprend ses enfants à l'école vers 12.00 pour le déjeuner et les ramène pour 14.30. Ensuite, elle rejoint son bureau où elle continue le travail entamé durant la matinée et ce, jusque 17.30. Après sa journée de travail, elle va rechercher ses enfants à l'école, rentre chez elle, s'occupe des repas, des devoirs des enfants et termine un travail entrepris dans la journée

quand cela est nécessaire. Elle se couche vers 22.30, après avoir mangé et regardé les informations à la télévision.

En plus de ces tâches, Abibata participe deux fois par mois (le vendredi soir) aux réunions du BEN-SNESS et une fois par mois à la réunion du Comité de coordination des femmes du SNESS. Les réunions du comité sont organisées en fonction de l'emploi du temps des femmes impliquées et souvent les mardis et jeudis soirs quand il n'y a pas de cours tard dans l'après-midi. Les réunions du BEN-SNESS se terminent tard, elles peuvent durer jusqu'à 22.00-23.00. Abibata prévient toujours son mari à temps. Il se peut aussi qu'il y ait des réunions de crise.

En général, les Burkinabés n'aiment pas que leurs femmes s'impliquent dans le syndicalisme et surtout qu'elles "traînent dehors" tard le soir. Le mari d'Abibata, lui, accepte la situation. Il arrive que les enfants d'Abibata se plaignent du fait que leur mère n'est pas toujours disponible mais en général, ils comprennent l'engagement de leur mère et la soutiennent; sa fille aînée est même fière de ses activités.

Le couple d'Abibata est considéré comme privilégié en terme de pouvoir d'achat. Ils ont largement de quoi vivre "décemment", ce qui n'est pas le cas pour la plupart des enseignants du Burkina. Un enseignant qui démarre sa carrière gagne environ 75.000 CFA par mois (115 EUR) et 120.000 CFA (185 EUR) après 10 années de carrière.